

Communiqué de presse

La gestion « *boutiquière* » du personnel à la DIRECCTE ARA :

Les agents de l'Inspection du travail du Puy-de Dôme mobilisés contre la suppression forcée de plusieurs postes d'agents de contrôle dans le département à partir de décembre 2017.

Depuis 2007, le Ministère du travail rebaptisé Ministère « FORT » par notre hiérarchie, et pourtant jugé non prioritaire, a vu ses effectifs régionaux diminuer de 20% en 10 ans, passant de 9 826 à 7 983 équivalents temps plein, pour effectuer des missions de plus en plus larges.

Une nouvelle réduction des effectifs est actuellement programmée qui va porter en quelques mois le nombre d'agents de contrôle en sections d'inspection en Auvergne de 47 à 38, soit une perte d'effectifs de 20 %.

Mais cette réduction d'effectifs considérable est à peine présentée qu'elle est encore amplifiée par l'annonce d'une nouvelle suppression de poste dans les services d'Inspection du travail, par un déplacement forcé non remplacé, ce qui a pour effet d'aggraver le programme de réduction des effectifs annoncé.

A l'échelle du département du Puy-de-Dôme chaque agent de contrôle devra désormais assumer un secteur d'environ 10 000 salariés, ce qui représente une nouvelle augmentation de la charge de travail, de près de 20 % par agent en l'espace de quelques mois.

Cette réduction des effectifs contribue depuis plusieurs années à générer des risques psychosociaux au sein même des services de l'Inspection du travail qui ne pourront aller qu'en s'amplifiant : les agents de contrôle s'interrogent et s'inquiètent sur la qualité du service qu'ils vont désormais pouvoir rendre aux usagers.

Moins d'agents à l'inspection du travail, c'est moins de contrôles dans les entreprises et moins de droits pour les salariés.

Les agents se mobilisent actuellement pour dénoncer les suppressions de postes programmées et clament leur indignation et leur ras-le-bol des conditions dans lesquelles s'effectuent ces réductions d'effectif.

Contact presse :

Vanessa DONNEAUD organisation SNUTEFE FSU

Natacha LYDIE organisation SUD Solidaires

Antoine BREBION organisation CGT